

L'AMÉRIQUE LATINE SUSPENDUE À L'ARRIVÉE DE DONALD TRUMP

PAR

Christophe VENTURA
Chercheur à l'IRIS

Février 2017

Note de conjoncture réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de Développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de son auteur. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de Développement.

Note de conjoncture



La situation politique et géopolitique de l'Amérique latine poursuit son évolution vers toujours plus d'incertitudes tandis que les perspectives économiques de la région restent peu engageantes (après deux années de récession, la croissance devrait néanmoins signer son retour, 1,3 % pour l'ensemble du sous-continent en 2017¹).

La plupart des pays (trente-trois) du sous-continent se sont retrouvés le 25 janvier en République dominicaine (Punta Cana) pour le V^e Sommet de la Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (Celac). Pour la première fois, cette rencontre s'est tenue **en présence de représentants de l'Union européenne.** Elle a débouché sur l'adoption d'une déclaration politique soulignant plusieurs objectifs pour la région parmi lesquels l'engagement en faveur des objectifs de l'Agenda 2030 (dix-sept Objectifs de développement durable de l'ONU), de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Ce texte exprime également la préoccupation des pays de la région pour le développement de l'unilatéralisme dans les relations internationales, sans pour autant critiquer explicitement l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis.²

A l'issue de ce Sommet, **El Salvador** a pris la présidence *pro-tempore* 2017 de l'organisme d'intégration. Ce pays commémore le 25^e anniversaire des accords de paix signés le 16 janvier 1992 entre l'Etat et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). Ces derniers ont mis fin à l'une des plus sanglantes guerres civiles de la région débutée à la fin des années 1970.

FACE AUX INCERTITUDES, DE NOUVELLES TENDANCES GÉOSTRATÉGIQUES DÉBATTUES PAR LES ÉLITES LATINO-AMÉRICAINES

Le 20 janvier 2017, l'élection de Donald Trump en tant que 45^e président des Etats-Unis a ouverte une période d'incertitude pour l'Amérique latine. Sa politique vis-à-vis de son voisin mexicain est claire. **Le commerce entre les Etats-Unis et le Mexique représente un volume quotidien d'un milliard de dollars**³. Les premiers accueillent

¹ Selon la Cepal, le Cône Sud, bénéficiant de la timide reprise attendue du secteur des matières premières, pourrait espérer renouer avec la croissance (0,9%) en 2017. Pour leur part, les pays caribéens atteindront une croissance de 1,3 % grâce au tourisme, et les pays centre-américains, plus intégrés aux chaînes de valeur nord-américaines, devraient connaître une expansion de 3,7%. (<http://www.cepal.org/es/comunicados/america-latina-caribe-retomara-tenue-crecimiento-2017-medio-incertidumbres-la-economia>). Dans une étude plus récente, le FMI a pour sa part estimé la croissance dans la région à 1,2 % pour 2017 et 2,1 % pour 2018 (« Perspectives de l'économie mondiale », FMI, 16 janvier 2017 :

<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2017/update/01/pdf/0117f.pdf>).

² Lire la déclaration : <http://www.sela.org/celac/cumbres/v-cumbre-celac-r-dominicana-2017/>

³ *El Pais*, 12 janvier 2017,

http://internacional.elpais.com/internacional/2017/01/11/actualidad/1484140400_153279.html

plus de 80 % des exportations du second. Plus de douze millions de Mexicains vivent sur le sol de la première puissance mondiale, dont la moitié serait des illégaux. M. Trump promet à la deuxième puissance latino-américaine une vigoureuse politique de répression commerciale (systématisation de mesures protectionnistes, notamment vis-à-vis des secteurs industriels mexicains – automobiles, télécommunications, etc. – pourtant directement liés aux chaînes de valeur productives des Etats-Unis), une renégociation musclée – voir l'annulation de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) signé entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada, l'extension du mur anti-migrants (dont il assure qu'il imposera le financement à Mexico notamment dans le cadre de la renégociation de l'Aléna), l'expulsion de deux millions de clandestins mexicains vivant sur le sol américain ayant des antécédents pénaux, une politique de taxation des *remesas* (envois de fonds) qui servirait également à financer l'extension du mur à la frontière entre les deux pays (jusqu'à 5% de chaque transfert financier des ressortissants mexicains vivant aux Etats-Unis vers leurs familles au Mexique). Ces envois d'argent représentaient près de 26 milliards de dollars en 2016 (+ 9 % par rapport à 2015, près de 38% du total des *remesas* pour l'Amérique latine), soit 2% du PIB national. Le Mexique est le quatrième pays du monde pour la réception de ces flux financiers. Sur l'ensemble du territoire, 20 % des familles bénéficient directement de ces transferts tandis qu'une famille sur deux dans le pays a l'un de ses membres qui vit aux Etats-Unis⁴.

Au mitan de son mandat, le président mexicain Enrique Peña Nieto a bouleversé l'organigramme de son gouvernement pour nommer son ancien ministre du Budget, Luis Videgaray, au poste de ministre des Relations extérieures. La nomination de cet économiste libéral, connu pour sa proximité avec les milieux d'affaires internationaux, le gendre et conseiller spécial à la Maison blanche de Donald Trump, Jared Kushner, et l'ancien directeur de sa campagne Corey Lewandowsky, semble signaler la volonté du président mexicain de rechercher la meilleure relation possible avec le nouveau président américain, quitte à jouer sur le registre des amitiés personnelles comme instrument de politique étrangère. De nombreuses voix s'élèvent au Mexique pour dénoncer ce choix. M. Videgaray avait dû démissionner du gouvernement après la rencontre controversée qu'il avait facilitée le 31 août 2016 entre le candidat Trump et le président mexicain. De nouveau, le message envoyé par M. Peña Nieto avec ce rappel au premier plan de M. Videgaray serait, selon ses opposants, celui de la soumission du Mexique à la nouvelle administration américaine et à ses orientations pour le pays.

⁴ « Anuario de Migración y Remesas. México 2016 », Secretaría General del Consejo Nacional de Población, Fundación Bancomer, BBVA Research México, 2016, <https://www.gob.mx/conapo/documentos/el-anuario-de-migracion-y-remesas-mexico-2016>

Donald Trump a qualifié M. Videgaray « *d'homme merveilleux* » avec qui « *les Etats-Unis auraient passé de merveilleux accords* ».

Le président mexicain est confronté à un autre problème potentiel avec les Etats-Unis de Donald Trump, celui du rapport de sa monnaie nationale avec le dollar. Tandis que la dette publique et privée mexicaine représente 286 % du PIB national et que 33% de cette dernière est libellée en dollars, le pays pourrait connaître des difficultés financières en cas de décrochage prolongé du peso face au dollar. La monnaie mexicaine a perdu 16,12%⁵ de sa valeur par rapport au dollar en 2016 du fait de la dégradation du prix du pétrole et des annonces protectionnistes de Donald Trump.

Immigration et commerce : le laboratoire latino-américain

Les intentions concrètes du nouveau président pour l'ensemble de l'Amérique latine ne sont pas encore connues mais la région constituera son laboratoire privilégié pour expérimenter ses orientations sur deux politiques majeures : l'immigration et le commerce.

Ainsi, les pays d'Amérique centrale (notamment du « Triangle Nord » : **El Salvador, Guatemala, Honduras**) jouiront d'un traitement similaire à celui du Mexique sur les questions migratoires et sécuritaires. Le président américain a fait de ces pays le second front après le Mexique.

Sur le plan économique, « *le nouveau locataire de la Maison blanche – qui dispose d'intérêts immobiliers personnels en Argentine, au Brésil, en Uruguay et au Panama – souhaite privilégier des approches commerciales bilatérales qui réduiront les marges de manœuvre des pays latino-américains dans leurs négociations. Il a déjà annoncé la renégociation de l'Alena et le retrait de son pays du Partenariat transpacifique lancé en 2011 par son prédécesseur* », auquel participent le **Chili**, le **Mexique** et le **Pérou**. S'il tient ses promesses d'imposer des droits de douanes sur les produits latino-américains (Mexique, Argentine, Brésil notamment) en concurrence avec la production américaine, plusieurs conséquences sont possibles.

Tandis que les nouveaux gouvernements d'Argentine, du Brésil et du Pérou (représentants la nouvelle droite dans la région) misaient publiquement sur une victoire d'Hillary Clinton - favorable à une intégration des économies latino-américaines aux courants dominants du libre-échange au cœur desquels elle comptait ancrer les Etats-Unis dans la continuité de la politique menée par Barack Obama -, l'élection de Donald Trump est venue contrarier leur stratégie.

⁵ RTBF info, 10 janvier 2017, https://www.rtb.be/info/monde/detail_la-monnaie-mexicaine-a-son-plus-bas-historique-a-22-pesos-pour-un-dollar?id=9499397

Ces pays (avec le Mexique) appellent de leurs vœux une bonne entente commerciale avec les Etats-Unis et se positionnent comme les protecteurs de la liberté des investissements, des entreprises et les promoteurs d'un bon climat des affaires dans la région. **Cette stratégie cherche à gagner le soutien de l'élite économique américaine, notamment des secteurs liés aux exportations, aux investissements et à l'exploitation des ressources naturelles.**

Parallèlement, de nouveaux débats traversent les élites politiques, économiques, financières et médiatiques latino-américaines, notamment dans les pays libéraux.

Incontournable Chine

L'hostilité commerciale annoncée de Donald Trump et les incertitudes ouvertes par sa présidence les poussent à se réorganiser et envisager de nouvelles évolutions dans leur relation avec le second partenaire commercial de la région, la Chine.

Et ce, d'autant plus que le gouvernement chinois a annoncé sa disponibilité pour combler l'espace que laisseraient les Etats-Unis dans la région.

« L'Empire du Milieu est devenu le second partenaire commercial de la région (premier pour Brésil, le Chili et le Pérou) et ses relations sont étroites avec tous les gouvernements d'Amérique du Sud, notamment ceux de gauche et de centre-gauche toujours en place. En 2015, Pékin a octroyé des prêts financiers aux Etats latino-américains à hauteur de 29 milliards de dollars selon l'Inter-American Dialogue⁶, surpassant les montants accordés par la Banque mondiale ou la Banque interaméricaine de développement (BID). Entre 2007 et 2015, le Venezuela aurait perçu 52% du total des prêts chinois à la région (soit 65 milliards de dollars). L'Argentine, le Brésil et l'Equateur concentrent, eux, 34% de ce total. Caracas a bénéficié, en novembre 2016, d'un investissement de 2,2 milliards de dollars pour le développement de son secteur pétrolier »⁷.

Dans le même temps, la seconde puissance mondiale dispose d'accords de libre-échange avec le **Chili**, le **Costa Rica** et le **Pérou** et mène des discussions avec la **Colombie** (allié traditionnel des Etats-Unis dans la région) et l'**Uruguay**.

« La Chine a déclaré l'Amérique latine « région prioritaire » pour ses investissements dans les dix années à venir, notamment dans le domaine des infrastructures, des ressources

⁶ <http://www.thedialogue.org/resources/chinese-finance-to-lac-in-2015/>

⁷ Les passages en italique de cette note sont tirés de Christophe Ventura, « Face à la crise de la mondialisation, quelle « relation spéciale » entre la France et l'Amérique latine ? », note d'analyse réalisée par l'Iris pour le compte de l'AFD, janvier 2017.

naturelles, des énergies conventionnelles et renouvelables, de l'agriculture, de l'industrialisation et des transferts de technologies, etc. Pékin souhaite augmenter son stock d'investissements dans la région à 250 milliards de dollars d'ici 2025, contre 94 aujourd'hui (10 milliards par an chaque année depuis neuf ans qui sont passés à plus de 20 milliards annuels en 2015 et 2016).

Lors de sa participation au 24^e Sommet de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (Apec) à Lima (20 novembre 2016) et de ses visites officielles au Chili, en Equateur et au Pérou, le président **Xi Jinping a réaffirmé le « destin commun » entre son pays et l'Amérique latine et s'est présenté comme le contrepoint de Donald Trump**. Il a affirmé vouloir inscrire les relations entre son pays et ceux du sous-continent dans une perspective « stratégique » de long terme, et œuvrer à la construction de la zone de libre-échange Asie-Pacifique (FTAAP) qui rassemblerait tous les pays membres de l'Apec ». Il a appelé les pays latino-américains à prendre activement part à ces développements, notamment le **Chili**, le **Mexique** et le **Pérou**. Dans cette optique, la Chine souhaite accélérer les négociations du Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) – ou Partenariat économique global régional – lancées en 2012. Cet accord de libre-échange (36 % des exportations mondiales) concerne les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean⁸) et ceux qui disposent d'accords de libre-échange avec cette zone (Australie, Chine, Corée du Sud, Japon, Inde, Nouvelle Zélande). Pour Pékin, l'avancée de ce projet doit constituer le socle sur lequel bâtir le FTAAP. Un cycle de négociations du RCEP s'est tenu au Japon du 27 février au 3 mars 2017. Ce dernier a débouché sur des déclarations affirmant vouloir aboutir, avant la fin de l'année, à la mise en place d'un cadre général de l'accord en vue d'une rapide signature des pays impliqués. Et le représentant du Japon d'affirmer que « *le RCEP est clé pour stopper l'actuelle marée protectionniste* » dans le monde⁹.

Ces nouvelles offres mobilisent de manière croissante au sein des élites et des milieux d'affaires des pays libéraux de l'Amérique latine, dont la majorité disposent de façades pacifiques. Ainsi, une réorientation géostratégique et géoéconomique des pays membres de l'Alliance du Pacifique (Chili, Colombie, Mexique, Pérou) se discute ouvertement désormais dans les cercles financiers et médiatiques. Elle consisterait à s'insérer dans les dynamiques chinoises pour **faire des pays de l'Alliance du Pacifique la tête de pont de la puissance rivale des Etats-Unis sur le continent américain**. De telles perspectives ne se limiteraient pas à la question d'une négociation au sujet des droits

⁸ Pays membres : Brunei, Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam.

⁹ "Japan, ASEAN to speed up talks on RCEP", Nikkei Asian Review; 9 avril 2017 : <http://asia.nikkei.com/Politics-Economy/International-Relations/Japan-ASEAN-to-speed-up-talks-on-RCEP>

tarifaires mais poseraient celle de l'insertion des pays latino-américains concernés aux chaînes de valeur asiatiques.

Dans ce processus, il conviendrait également de procéder à un rapprochement accéléré avec le Marché commun du Sud (Mercosur)¹⁰. Ce dernier est désormais dirigé par des gouvernements proches sur le plan des affinités économiques et géopolitiques après la suspension du Venezuela - qui ne reconnaît pas la légitimité et la légalité de cette décision imposée - intervenue le 1^{er} décembre 2016. Ils sont de surcroît concernés par les conséquences de la présidence Trump et le développement de leurs liens bilatéraux avec la Chine et l'Asie. L'avancée actuelle des discussions concernant le projet d'accord de libre-échange entre la Chine et l'Uruguay confirme de nouvelles dispositions au sein du Mercosur. En effet, les autres pays du bloc, notamment le Brésil, n'ont pas opposé de désaccord formel au processus souhaité par Montevideo tandis que les règles du Mercosur imposent normalement la signature d'accords en bloc plutôt que de manière bilatérale.

Ainsi, la politique – ou non politique – de **Donald Trump** à l'égard de l'Amérique latine **pourrait paradoxalement favoriser l'enracinement économique et commercial de la Chine dans l'« arrière-cour » américaine.**

DONALD TRUMP DANS LA CONTINUITÉ SÉCURITAIRE ET UNILATÉRALE

Sur le plan sécuritaire, la politique de Donald Trump ne remettra probablement pas en cause celle impulsée par Barack Obama. **A destination de l'Amérique centrale, l'Alliance pour la prospérité (Alianza para la Prosperidad) – bénéficiant d'une enveloppe de 750 millions de dollars votée par le Congrès américain en décembre 2015 –**, n'est pas rejetée par le nouveau pouvoir américain. Le général John F. Kelly, ancien commandant du US Southern Command¹¹, nommé secrétaire d'Etat à la sécurité intérieure par Donald Trump, s'est déclaré plusieurs fois favorable à ce plan qui vise à contenir l'implosion des pays centraméricains – ceux du Triangle Nord – rongés par la corruption, la pauvreté, le trafic de drogue, le crime organisé et la crise politique et institutionnelle. Ces pays connaissent des saignées migratoires régulières, qui renforcent les flux de clandestins – notamment d'enfants mineurs non accompagnés, 60

¹⁰ Pays membres : Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Venezuela.

¹¹ Ce commandement militaire (forces aériennes, navales, terrestres, intelligence, logistique) est composé de 1200 hommes, militaires et civils, chargés de veiller sur la sécurité et les intérêts nationaux américains en Amérique latine. Il est également en charge de la sécurité du canal de Panama et s'appuie sur le soutien naval de la IV^e flotte, réactivée en 2008.

000 décomptés en septembre 2016¹² – vers la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Désormais, la part des migrants mexicains baisse parmi ces clandestins (comme baisse continuellement l'immigration mexicaine en général vers les États-Unis depuis le début des années 2000), tandis que celle issue du « Triangle Nord » ne cesse d'augmenter. En 2016, près de 410 000 personnes ont été interceptées illégalement à la frontière mexicaine par le U.S. Customs and Border Protection¹³.

L'Alliance pour la prospérité, l'Initiative Merida (accord de coopération signé en 2008 entre les États-Unis et le Mexique) et l'Initiative régionale de sécurité pour l'Amérique centrale (CARSI)¹⁴, qui vise à coordonner les politiques entre les États-Unis, les pays d'Amérique centrale et le Système d'intégration centre-américain (SICA)¹⁵ pour lutter contre les menaces sécuritaires (trafics, criminalité, contrebande, etc.), répondent aux mêmes objectifs et disposent de moyens et d'instruments complémentaires au service de politiques communes : lutte contre les trafics – notamment de drogue –, la criminalité organisée et la corruption, renforcement des institutions, sécurisation des routes logistiques et énergétiques entre les pays de la région et les États-Unis, etc. Ces programmes coordonnent la mise en place de programmes d'instruction et de conseil militaires, d'entraînement des troupes militaires et de police mexicaines et centraméricaines, d'aides en matériel, de soutien à des projets de développement, etc. Ils prévoient également la présence de soldats et de membres des services de renseignement américains dans ces pays.

Ces projets impulsés par Washington dans la région devraient poursuivre leur déploiement et voir leurs financements reconduits. Depuis 2008, l'Initiative Merida a reçu 2,5 milliards de dollars, le CARSI près de 642 millions de dollars¹⁶.

En 2015, Barack Obama a lancé l'idée d'un nouveau projet, le Caribbean Energy Security Initiative (CESI). Son objectif serait de sécuriser le marché énergétique (notamment électrique) dans la région (Amérique centrale et Caraïbes) et faciliter l'intégration

¹² *The Nation*, 21 décembre 2016 : <https://www.thenation.com/article/the-alliance-for-prosperity-will-intensify-the-central-american-refugee-crisis/>

¹³ Près de 57 000 Cubains (+ 31% par rapport à 2015) sont également entrés – légalement – aux États-Unis en 2016 selon le U.S. Customs and Border Protection. Barack Obama a décidé de mettre fin, le 12 janvier 2017, au régime « *pieds secs, pieds mouillés* » [“wet foot dry foot”] accordant depuis 1966 la résidence aux cubains arrivés sur le territoire américain. Il s'agissait d'une demande de La Havane qui a toujours considéré ce dispositif comme une politique d'incitation à l'exil pratiquée par Washington. Les autorités cubaines s'engagent à accueillir les Cubains qui seraient désormais expulsés en tant que clandestins.

¹⁴ Les pays concernés par le programme sont Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et Panama.

¹⁵ Membres : Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Panama, la République dominicaine.

¹⁶ Département d'Etat : <https://www.state.gov>

régionale énergétique avec les Etats-Unis. Il conviendra d'observer s'il sera confirmé par la nouvelle administration.

Pour Washington, ces initiatives constituent un investissement prioritaire pour augmenter les capacités d'échanges commerciaux à l'intérieur du continent, comme entre ses façades pacifique et atlantique. Le Mexique, les pays d'Amérique centrale et ceux de la Caraïbe font également partie du plan stratégique de la première puissance mondiale. Washington souhaite renforcer son implantation dans l'espace constitué par ces pays, notamment par le biais de ses programmes de lutte contre le crime et les trafics. Dans la Caraïbe (République dominicaine et pays de la Communauté caribéenne - Caricom¹⁷), le gouvernement américain promet ainsi, depuis 2010, **le Caribbean Basin Security Initiative (CBSI). Cette initiative – 437 millions de dollars investis depuis 2010 – chapeaute toutes les politiques d'échanges d'informations et de données, de contrôles aériens et maritimes, d'interventions et d'interceptions coordonnées avec les forces des pays de la région, de formation militaire et policière, etc. menées au titre de la « guerre aux drogues » et aux autres formes de criminalité.** Ce type d'accord permet aux forces militaires états-uniennes, et notamment celles du Southcom et de la IV^e flotte de l'*US Navy*, de conserver une présence significative dans la région.

Les cas de Cuba et du Venezuela

*« Le processus de normalisation des relations avec **Cuba** lancé en 2014 par Barack Obama et Raul Castro est le second dossier sur lequel le président élu s'est prononcé. Il menace d'y mettre un terme si le gouvernement cubain n'accepte pas plus de concessions sur les droits de l'homme, l'économie de marché et la question démocratique.*

*Le pourra-t-il réellement ? Le décès de Fidel Castro (25 novembre) n'affaiblira pas le gouvernement de La Havane. Ce dernier avait déjà largement pris son autonomie par rapport au fondateur de la révolution cubaine depuis son retrait de la vie politique en 2008 et il dispose de sa feuille de route dans le dossier de normalisation avec Washington. Pour finaliser ce processus, **La Havane exige la levée de l'embargo, la fin de l'occupation du territoire cubain de Guantanamo, l'arrêt de la diffusion de programmes radio et télévision anti-cubains à partir du territoire américain et du soutien de Washington à l'opposition interne.** Pour sa part, une fois installé à la Maison Blanche, Donald Trump devra prendre en compte le souhait majoritaire de l'opinion américaine – y compris celle de Miami – et des milieux d'affaires de voir aboutir la normalisation ».*

¹⁷ Organisation d'intégration régionale regroupant quinze pays de la Caraïbe.

La nomination de Rex Tillerson au Département d'Etat n'est pas, *a priori*, une bonne nouvelle pour le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela. L'ancien directeur d'ExxonMobil fut au cœur de conflits intenses avec le gouvernement d'Hugo Chavez pendant les années 2000. Il refusa de renégocier les contrats d'exploitation pétrolière comme l'exigeait alors le président vénézuélien. Il fut également au cœur d'un nouveau bras de fer avec le président Nicolas Maduro – et l'opposition de droite également – en 2015 lorsque ExxonMobil annonça l'existence d'un important gisement pétrolier au Guyana, dans le territoire d'Essequibo contesté entre ce pays et le Venezuela.

Pour sa part, le président Donald Trump a manifesté sa préoccupation pour le respect de la démocratie au Venezuela et le sort de plusieurs dirigeants de l'opposition. Prolongé d'une année supplémentaire le 13 janvier 2017 par Barack Obama, le « décret exécutif » (2015) assimilant le Venezuela à « *une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique extérieure des Etats-Unis* » permettra au nouveau président de développer une politique de sanctions s'il le souhaite.

Le président Nicolas Maduro, comptant sur les effets du rééquilibrage annoncé des relations entre Washington et Moscou, entend développer des « *relations de respect, de communication et de coopération* » avec le nouveau président qu'il estime victime d'une « *campagne de haine (...) dans le monde entier, le monde occidental et aux Etats-Unis*¹⁸ ».

Commerce, immigration et maintien de la maîtrise sécuritaire en Amérique centrale et dans la Caraïbe constituent les trois caps visibles de la politique annoncée par la nouvelle administration américaine en Amérique latine. La reprise par Donald Trump du thème des droits de l'homme et de la démocratie comme instruments de politique étrangère intègre également ce schéma.

Face à ses positions en matière de commerce, les élites latino-américaines redoublent de bonnes dispositions à l'égard de la Chine, qui voit augmenter le potentiel de ses ambitions stratégiques et économiques dans cette région capitale pour sa stratégie de développement. ■

¹⁸ Infobae, 16 janvier 2017, <http://www.infobae.com/america/america-latina/2017/01/16/nicolas-maduro-hablo-sobre-donald-trump-peor-que-obama-no-sera/>

L'AMÉRIQUE LATINE SUSPENDUE À L'ARRIVÉE DE DONALD TRUMP

PAR

CHRISTOPHE VENTURA / CHERCHEUR À L'IRIS

NOTE DE CONJONCTURE RÉALISÉE PAR L'IRIS POUR LE COMPTE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

LES ANALYSES ET CONCLUSIONS DE CETTE NOTE SONT FORMULÉES SOUS LA RESPONSABILITÉ DE SON AUTEUR. ELLES NE REFLÈTENT PAS NÉCESSAIREMENT LE POINT DE VUE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT.

FÉVRIER 2017

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org